



L'atlantisme : Une passion française

Par **Guillaume Berlat**

« L'OTAN est un faux-semblant. C'est une machine pour déguiser la mainmise de l'Amérique sur l'Europe. Grâce à l'OTAN, l'Europe est placée sous la dépendance des États-Unis sans en avoir l'air » déclarait le 13 février 1963 le général de Gaulle qui en connaissait un rayon sur nos meilleurs amis américains. Manifestement, les choses ont peu évolué dans notre Douce France. Au lieu de se tenir à distance respectable de cette institution avatar de la Guerre Froide comme l'avait fait le premier président de la Cinquième rompant avec la structure militaire intégrée de l'Alliance atlantique, ses successeurs n'ont eu de cesse que de reprendre une place pleine et entière à Evere et à Mons. Malheureusement, le rôle d'idiot utile n'est jamais payant auprès du grand frère américain, pas plus hier qu'aujourd'hui. La théorie de la servitude volontaire chère à Etienne de la Boétie n'a pas pris la moindre ride. Il est pathétique d'entendre déclamer par les servants de la liturgie des éléments de langage de l'OTAN les fadaïses sur « l'alliance la plus durable de l'histoire ». Quelques précisions sémantiques s'imposent d'entrée de jeu pour mieux appréhender le concept d'atlantisme qui n'est pas neutre.

PRÉCISIONS SÉMANTIQUES

Avant toute chose de quoi parle-t-on concrètement dans un domaine où la confusion est souvent la règle ? D'un fort ancrage anglo-saxon de l'OTAN que l'on doit compléter par un questionnement sur la finalité de l'Alliance atlantique après la fin de la Guerre froide.

Un fort socle anglo-saxon de l'OTAN

Sur le plan de l'étymologie : le terme d'atlantisme est un dérivé d'*atlantique*, concept contenu dans l'appellation de l' « Organisation du traité de l'Atlantique Nord » (OTAN sous son acronyme français et NATO en anglais). Le mot *atlantique* est issu du grec *atlantikos*, Atlantique. Il est un dérivé d'*Atlas*, du nom d'une chaîne de montagnes situées en Afrique du Nord. L'adjectif "*atlantique*" qualifie ce qui concerne l'Océan atlantique et les pays riverains. L'atlantisme désigne une politique extérieure caractérisée

par le soutien apporté aux Etats-Unis, notamment dans le cadre de l'OTAN. Conceptualisé au début de la Guerre froide, l'atlantisme prône une étroite coopération entre les Etats-Unis, le Canada et les pays européens dans les domaines politique, militaire, économique et culturel. L'objectif avoué consiste, en principe, à assurer la sécurité des pays membres de l'OTAN (clause de solidarité de l'article 5 qui veut qu'une attaque contre l'un de ses membres est considérée comme une attaque contre tous) et de protéger les valeurs qui les unissent : démocratie, libertés individuelles et État de droit. L'atlantisme désigne aussi l'attitude politique, l'opinion, la doctrine de ceux qui font du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) la base de leur action extérieure et qui, au nom de ces principes, s'alignent de manière plus ou moins systématique, idéologique sur la politique extérieure des Etats-Unis qu'elle soit entièrement justifiée ou totalement infondée, ce qui arrive parfois.

Un questionnement sur la finalité de l'OTAN dans l'après-guerre froide

Depuis la fin de la Guerre froide, l'atlantisme est souvent dénoncé, dans les mouvements de gauche et altermondialistes de certains pays d'Europe, mais aussi chez ceux qui se revendiquent du gaullo-mitterrandisme, comme un soutien à la politique étrangère des États-Unis et à la défense d'une conception purement anglo-saxonne du libéralisme économique. Les préjugés envers l'atlantisme sont plutôt favorables au Royaume-Uni, en Pologne, dans les pays Baltes, et défavorables en France et en Allemagne. Un atlantiste est un partisan de l'atlantisme. L'adjectif atlantiste qualifie ce qui est relatif à l'atlantisme¹. L'Atlantiste se revendique d'une vision occidentaliste et universaliste du monde consistant à prétendre se substituer aux autres peuples pour définir leurs intérêts, y compris par la force pour les plus récalcitrants d'entre eux (Cf. concept du Grand Moyen-Orient développé par George W. Bush après la guerre en Irak). On peut mesurer les effets négatifs d'une telle conception du monde à travers les expériences afghane, irakienne, libyenne. Cette approche atlantiste peut se résumer sommairement en un amour immodéré de l'OTAN² complété par une haine viscérale de la Russie³.

Un retour en arrière sur l'immédiat après Seconde Guerre mondiale dans notre pays.

LA TENTATION OTANIENNE : UN MARQUEUR DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

Durablement affaiblie sur la scène internationale après « l'étrange défaite » de 1940, la France de la Quatrième République n'a d'autre ressource que de se soumettre aux Diktats de Washington surtout à une époque où le péril soviétique est bien présent en Europe. La défaite de Dien Bien Phu ne redore pas le blason terni d'une France affaiblie politiquement, économiquement et diplomatiquement. En dépit des appels à l'aide lancés à l'Amérique pour l'aider à desserrer l'étau autour de la cuvette de la mort, Washington reste de marbre. Cela lui permettra de remplacer la France en Indochine. L'expédition franco-britannique de Suez est condamnée par les États-Unis. Les premières tentatives d'acquisition de l'arme atomique font l'objet de sévères mises en garde de Washington auquel l'OTAN emboîte le pas.

La France est accusée d'être un pays proliférateur et priée de cesser de jouer dans la cour des grands. La guerre d'Algérie vient ajouter un sujet de mécontentement américain à l'endroit de la « Grande Nation ». Mais, lorsqu'on est affaibli, il faut savoir faire bon cœur contre mauvaise fortune et se montrer un otanien discipliné et servile. Accepter sans coup férir les humiliations répétées, les Oukazes, les rabaissements... venus de Washington. Il faudra attendre le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958 pour que la donne change petit à petit... mais sûrement. Cela va décoiffer chez les esprits formés au moule de la servitude atlantiste.

Le retour du général de Gaulle aux affaires en 1958 constitue de ce point de vue une véritable rupture idéologique vis-à-vis de l'Amérique et de ses outils de domination, en particulier militaires.

LE CHOIX DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE : LE DÉSIR DU GÉNÉRAL

Seul un retour à une économie forte et dynamique permet au premier président de la Cinquième République de gagner son indépendance militaire.

Le retour de l'autonomie économique

C'est que le général de Gaulle a quelques idées bien arrêtées sur la nature de la relation qu'il entend développer avec les États-Unis qui lui ont donné pas mal de fil à retordre pendant la Seconde Guerre mondiale et à la Libération de la France qui avait vocation à un régime de tutelle. La première de ses préoccupations consiste à rembourser toutes ses dettes aux Américains tout en mettant un terme au conflit algérien pour retrouver les mains libres. Allié fidèle en cas de coup dur, il le sera comme pendant les crises de Berlin et de Cuba. Aligné indéfectible en temps normal, il refusera de l'être choisissant la voie de l'indépendance nationale. Construire une Europe avec un moteur franco-allemand,

renforcer le franc, contester la convertibilité du dollar, réclamer voix au chapitre dans les grandes décisions otaniennes... telles sont les grands axes de la politique étrangère du général de Gaulle. Contrairement à certains de ses éminents successeurs, il fait ce qu'il dit. Les actes suivent les paroles au grand dam de nos excellents amis américains très peu portés à la contradiction et au rejet de leur politique hégémonique, pour ne pas dire parfois, leur politique impériale.

Le choix de l'indépendance militaire

Qui dit indépendance économique, dit indépendance diplomatique (parler avec Moscou, établir des relations diplomatiques avec [Pékin](#), critiquer la guerre du Vietnam lors du [discours de Phnom Penh](#) ; titiller Washington en Amérique latine et au [Québec...](#)) et indépendance militaire (parvenir au seuil nucléaire sans l'aide américaine et faire ses premiers essais nucléaires dès le début des années 1960 dans le Sahara). Toutes choses, on l'imagine, qui ne sont pas du meilleur goût pour nos alliés américains et pour toute la piétaille française grassement rémunérée pour lutter contre le terrorisme mais surtout pour cultiver un état de servitude volontaire vis-à-vis du tuteur américain.

N'ayant obtenu aucune réponse favorable à ses demandes de traitement identique à celui des Britanniques, le général de Gaulle en tire les conséquences : retrait de la structure militaire intégrée, départ de toutes les troupes américaines stationnées en France, déplacement du siège de l'OTAN de Paris à Bruxelles... Circulez, il n'y a rien à voir en France. Allez voir chez nos voisins belges ! Ils seront ravis de vous héberger à Bruxelles et à Mons pour aller vous préparer à faire la guerre... surtout après la fin de la Guerre froide. Le premier président de la République traite directement avec l'ours soviétique et avec Mao sans aller chercher ses instructions à la Maison Blanche.

En France, les vieux démons ont la vie dure. Chassez le naturel, il revient au galop. Sortie par la grande porte de l'histoire gaullienne, la pensée atlantiste revient par la petite fenêtre de l'histoire sarkozyste.

LE RETOUR AU BERCAIL OTANIEN : LE CHOIX DE NICOLAS SARKOZY

Après quelques hésitations des successeurs directs du général de Gaulle en termes de positionnement par rapport à l'OTAN, c'est l'un de ceux qui se prétendent ses héritiers qui pratiquera la transgression, la trahison.

Les héritiers du général

Les successeurs du général de Gaulle, avec des degrés différents, maintiennent le dogme gaullien tout en se montrant plus souple sur la forme. Georges Pompidou n'aura pas le temps matériel de s'affirmer mais fait le

voyage aux États-Unis sous les lazzis. Valéry Giscard d'Estaing apprécie ses rencontres avec ses homologues américains, flattant ainsi son ego démesuré. François Mitterrand veut se différencier de l'homme du coup d'état permanent tout en le caricaturant mais doit, au moins au début de son premier quinquennat, montrer pattes blanches en raison de la présence de ministres communistes dans son premier gouvernement. L'affaire Farewell lui permet de démontrer qu'il est un allié fiable dans la lutte contre les menées subversives de l'URSS.

Reconnaissons-lui le mérite d'avoir proposé la création d'une confédération européenne après la chute du mur de Berlin (rejetée avec vigueur par tous nos alliés) et d'avoir interpellé George Bush père lors du sommet de l'OTAN à Rome en 1992, lui rappelant que l'Alliance atlantique n'était pas la Sainte Alliance. Quant à Jacques Chirac, il s'opposera, certes, à [la guerre en Irak de 2003](#) mais fera assaut d'amabilités auprès de Washington pour se faire pardonner sa déviance anti-atlantiste. Il en faudra de peu pour qu'il rejoigne la structure militaire intégrée de l'OTAN. Il y renoncera dans la mesure où les Américains ne lui proposeront pas un grand commandement.

« Sarko l'américain », le capitaine de pédalo et Jupiter

Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir en 2007 pour que « Sarko l'américain » brise le tabou en reprenant en 2009 le chemin perdu du Saint des Saints en se rangeant sous la coupe du Pentagone. Les Américains décident, les Français exécutent comme des idiots utiles. En échange, nous recevons un commandement à Norfolk en Virginie (SACT ou Commandement Suprême Allié de la Transformation). Tout est bien qui finit bien pour la France ! Le président de la République multiplie les attentions à l'endroit de ses interlocuteurs américains. Mais, contrairement à ce qu'il escomptait (ceci ne relevait-il pas de la vulgaire farce ?), les Américains et autres Britanniques ne font pas le moindre pas en direction de la politique européenne de sécurité et de défense.

L'argument est imparable en période de restrictions budgétaires, pourquoi faire mal au Berlaymont ce que l'on fait parfaitement à Evere ! C'est le règne du circulez, il n'y a rien à voir. Quant à François Hollande qui avait critiqué la décision de Nicolas Sarkozy alors qu'il était le chef de l'opposition, il n'y trouve rien à redire dès qu'il prend ses fonctions à l'Élysée. Il fait même rédiger un rapport par Hubert Védrine qui souligne les inconvénients d'un nouveau départ de la structure intégrée. Tout est bien qui finit bien. Jupiter écrase la main de Donald Trump mais essuie ses avanies successives (retrait de l'accord sur le climat, décertification de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, retrait de l'UNESCO au moment où une Française, Audrey Azoulay est désignée comme directrice générale Place Fontenoy...). Dans son discours sur la refondation de la Sorbonne, il se prononce pour une défense européenne en concertation avec l'OTAN, le membre de phrase qui tue. Ce qui signifie en clair que tout change pour que rien

ne change ! La servitude volontaire a encore de beaux jours devant elle.

La voie est désormais libre pour tout ce que la France compte d'admirateurs de l'Amérique.

L'AMOUR DE L'AMÉRIQUE : LES NÉOCON TIENNENT LE HAUT DU PAVÉ PARISIEN

L'américanisme touche d'abord une haute administration passée par le même moule de l'ENA qui est majoritairement néo-conservatrice.

Une haute administration passée par le même moule

Mais, il y a plus grave encore dans cette otanomania. Elle concerne toute la haute administration française (formée sur les bancs de l'ENA) qui constitue le meilleur ambassadeur des thèses néoconservatrices en France et dans les institutions internationales. Que nous dit le général Pierre Lorenzi sur le sujet : quand les hauts fonctionnaires civils trustent la quasi-totalité des directions du ministère de la défense (des armées) et des postes interministériels à vocation stratégique ?

La qualité de l'administration civile française, la valeur de ses hauts fonctionnaires, issus pour un certain nombre de l'ENA et l'ouverture de la Défense à des savoir-faire originaux ne sont pas contestées. La Défense peut se sentir honorée de l'attrait de ces fonctionnaires civils pour la chose militaire. Mais cette tendance très nette à la substitution des personnels d'encadrement aboutissant peu à peu au monopole des personnels civils sur ces postes laisse perplexe quand on connaît l'investissement de la Défense – et donc du contribuable français – dans la sélection et la formation permanente de ses officiers généraux. Aller chercher ailleurs ce dont la Défense dispose largement en son sein, à un moment où les contraintes budgétaires sont sans cesse rappelées, répond-il à un besoin effectif ?

Pour illustrer ces propos, observons la distribution des rôles dans l'appareil de sécurité et de défense français et les parcours universitaires et professionnels de leurs détenteurs : président de la République : inspecteur des finances ; Premier ministre : conseiller d'État ; ministre des Armées : conseillère d'État ; Secrétaire Général de la Défense et de la Sécurité Nationale : conseiller maître à la Cour des Comptes ; éphémère prédécesseur du ministre des Armées, directeur des Affaires financières au ministère de la Défense, directeur du Service Historique de la Défense, directeur des Relations Internationales et de la Stratégie au ministère des Armées, directeur de la DGSE, responsable national du contre-terrorisme, coordinateur du renseignement auprès du Président : tous diplômés de l'ENA !

Sans compter le nombre considérable de conseillers, membres et directeurs de cabinets de ces dirigeants, et la

diminution considérable du nombre de militaires dans le pilotage des derniers Livres blancs de la Défense, dont l'extension à la sécurité constitue là encore un prétexte supplémentaire à la marginalisation des militaires. Plus largement, on peut s'étonner que le musée de l'air et de l'espace, à forte dimension militaire, ne soit plus dirigé par un officier général de l'armée de l'Air ou que la communication de la défense (DICOD) soit désormais pilotée exclusivement par des civils⁴.

Une haute administration majoritairement néo-conservatrice

Ce que l'on dit moins est que notre élite bienpensante pense (le terme est peu approprié), parle anglais, ne rêve que d'un monde unilingue et se nourrit au lait des « think tanks » d'Outre-Atlantique, du cinéma d'Hollywood, de la chanson anglo-saxonne, privilégie le « fast food » à la gastronomie française... Elle se montre de plus en plus incapable de penser français de parler français. À Abidjan, le président de la République, Emmanuel Macron qui avait vanté la veille à Ouagadougou les vertus de la langue française et de la francophonie (il était accompagné de sa représentante personnelle pour la Francophonie, Leïla Slimani), n'hésite pas à évoquer une *task force* » (pour évoquer un groupe de travail ou une force opérationnelle) et « *l'intelligence* » (en parlant du renseignement).

En un mot, elle est néo-conservatrice, plus néo-conservatrice que les néo-conservateurs américains⁵. C'est la fable bien connue de l'élève qui dépasse le maître. Cette élite gagnerait à méditer le petit opuscule de Noam Chomsky intitulé « *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis* »⁶. On reste confondu au spectacle d'une haute administration formée sur les bancs des meilleures écoles de la République, en particulier de l'ENA, qui succombe aux sirènes américaines sans mesurer les impasses auxquelles conduit la diplomatie (ou l'absence de diplomatie) d'une Amérique rongée par l'hubris alors même qu'elle perd de plus en plus son rôle de nation indispensable dans le monde. Pense-t-elle que la France serait une terre de mission américaine qui se grandirait en s'abaissant au rôle de valet de Washington ?⁷

Cette dérive néo-conservatrice préjudiciable aux intérêts bien compris de la France ne semble émouvoir que quelques esprits chagrins ! Comment parler sérieusement de « *souveraineté européenne* » comme le fait le président de la République, Emmanuel Macron lors de son discours de la Sorbonne tout en se mettant dans le même temps sous le parapluie américain de moins en moins fiable et de moins en moins crédible depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche (le président jugeant « *obsolète* » l'OTAN) ? Nous devenons plus otanien que les Américains alors que ces derniers deviennent moins otanien. Méfions-nous que notre atlantisme ne se transforme un jour en Atlantide, cette île mythique évoquée par Platon qui fut engloutie par les flots dans un

cataclysme provoqué à l'instigation de Zeus, dieu grec que les Romains appelaient Jupiter... Telle serait la morale de cette passion française, qui dévore nos élites et qui a pour nom l'atlantisme.

Guillaume Berlat

Source : <https://www.les-crises.fr/atlantisme-une-passion-francaise-par-guillaume-berlat/>

Notes : -----

¹ www.toupie.org/Dictionnaire/Atlantisme.htm

² Jaap de Hoop Scheffer, « *La Turquie pose un sérieux problème à l'OTAN* », Le Monde, 24 octobre 2017, p. 22.

³ Gaidz Minassian, *L'illusoire « soft power » russe*, Le Monde, 24 octobre 2017, p. 22.

⁴ www.asafrance.fr/item:la-defense-pilotee-par-des-hauts-fonctionnaires-civils-libre-opinion-du-general-pierre-lorenzi.html, 20 octobre 2017.

⁵ Juliette Grange, *Les néoconservateurs*, Agora Pocket, 2017.

⁶ Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Agone, 2017.

⁷ Jean-Michel Autran, *La France, terre de mission américaine*, Vendémiaire, 2017.

Pour en savoir plus sur l'Otan, Gaullisme.fr vous propose de lire les articles suivants publiés sur ce site

<http://archives.gaullisme.fr/de-gaullisme-otan.htm>

<http://www.gaullisme.fr/2012/09/09/que-reste-t-il-de-notre-independance-nationale/>

<http://www.gaullisme.fr/2012/07/13/conference-de-presse-du-29-juillet-1963/>

<http://www.gaullisme.fr/2012/05/26/une-force-nucleaire-nationale-de-dissuasion-pourquoi-2/>

<http://www.gaullisme.fr/2012/03/10/defense-europeenne-chevenement/>

<http://www.gaullisme.fr/2012/01/04/guy-mollet-et-alliance-atlantique/>

http://archives.gaullisme.fr/ofm_23_CED.htm

<http://archives.gaullisme.fr/protocole%20CED.pdf>

<http://www.gaullisme.fr/2016/01/21/retour-de-la-france-dans-lotan/>